



AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTERET

N° 01/ASMI/SONATREL/DG/DAFRH/SDAG/CDSIGAM/2025 DU 08 AOÛT 2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE
ET D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT.

I. CONTEXTE

Conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA applicables aux sociétés soumises à la comptabilité privée, le Directeur Général de la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL), lance un avis de sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant.

II. PARTICIPATION ET ORIGINE

Le présent Appel à Manifestation d'intérêt est ouvert à tous les Cabinets et Sociétés d'expertise comptable nationales répondant aux critères suivants :

- Être un Cabinet ou une société d'expertise comptable de renom, ayant des compétences techniques, financières et opérationnelles dans le domaine de l'audit et du conseil fiscal ;
- Justifier des références comme commissaire aux comptes dans les entreprises du secteur de l'Energie en général et de l'électricité en particulier ;
- Disposer d'un personnel qualifié et justifiant des références dans les domaines de l'expertise comptable, l'audit et de la fiscalité camerounaise.

III. ETENDUE DE LA MISSION ET RAPPORT DU CONSULTANT

Le consultant est chargé de l'exercice de la fonction de commissaire aux comptes à la SONATREL pour les exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030.

1. Etendue de la mission du commissaire aux comptes

Les missions du Commissaire aux comptes s'exerceront conformément aux Normes Internationales d'Audit. A cet effet, le Commissaire aux comptes devra se prononcer sur :

- La sincérité et la régularité des états financiers, ainsi que sur la fidélité et la sincérité de l'image qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société Nationale de Transport de l'Electricité, suivant le référentiel comptable applicable ;
- L'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire la capacité de la Société Nationale de Transport de l'Electricité à préparer les rapports financiers fiables, de maintenir une comptabilité exhaustive (en temps réel) de toutes les transactions et de sauvegarder ses actifs ;
- L'Audit donnera donc lieu à toutes les vérifications et tous les contrôles que le commissaire aux comptes pourra juger nécessaires en la circonstance. L'examen comprendra tous les tests, confirmations, observations et vérifications jugés nécessaires par le Commissaire aux comptes.

L'auditeur devra exprimer donc une opinion professionnelle en conformité avec les normes internationales.

Le cabinet devra aussi donner avis sur :

- La qualité de l'organisation comptable en place au sein de la société ;
- La qualité du système de traitement de l'information financière (logiciel) utilisé par la société ;
- L'exposition de la société au risque fiscal.

2. Rapports à fournir par le commissaire aux comptes

A la fin de ses travaux, le Commissaire aux comptes présentera une note de synthèse spécifique à chaque étape sur les insuffisances relevées dans le cadre de l'évaluation du contrôle interne et des points d'audit constatés. Chaque note sera discutée entre les parties concernées au cours de la séance de restitution des travaux. A ce titre, le Commissaire aux comptes produira les rapports suivants :

- Un rapport relatif à l'article 715 de l'acte uniforme OHADA à l'attention du président du Conseil d'Administration comprenant les contrôles / diligences mis en œuvre, les déficiences constatées et les recommandations. Ce rapport mettra en évidence les points faibles ; les risques, les menaces, les origines des risques ou des insuffisances constatés et les recommandations du Commissaire aux comptes pour pallier ces dysfonctionnements ;
- Les rapports Général et spécial destinés à l'Assemblée Générale sur la certification des

états financiers de la Société Nationale de Transport de l'Electricité conformément aux dispositions légales en la matière.

Les rapports seront produits en français ou en anglais.

Une opinion pourrait être demandée sur une situation intermédiaire ou provisoire des comptes de la société. La Société Nationale de Transport de l'Electricité fera des observations et commentaires sur lesdits projets de rapports, et à la suite, le Commissaire aux comptes présentera ses rapports définitifs signés. Ces rapports seront transmis au Président du conseil d'Administration en quatre (4) exemplaires chacun, quinze (15) jours après les observations de la société.

IV. DOSSIER DE CANDIDATURE

La SONATREL invite les candidats intéressés à fournir les pièces administratives et un dossier technique, présentés en deux (02) volumes :

Volume 1 : Pièces Administratives

Le dossier comprendra les documents suivants en originaux ou copies certifiées conformes selon le cas :

- a) La déclaration de manifestation d'Intérêt du candidat datée, timbrée et signée faisant ressortir sa raison sociale, son adresse et le cas échéant les pouvoirs délégués aux signataires ;
- b) L'attestation d'inscription à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en qualité d'Expert-comptable ;
- c) L'agrément CEMAC en qualité d'Expert-comptable et de société d'expertise comptable ;
- d) Une attestation de non-faillite signée par le Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire ;
- e) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréée par le Ministre en charge des Finances ;

- f) Une attestation de non-exclusion des marchés publics dûment cachetée, délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou son représentant ;
- g) Une attestation pour soumission signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ou son représentant (Chef de Centre ou gestionnaire de compte) certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite Caisse ;
- h) Une attestation de conformité fiscale en cours de validité, délivrée par la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- i) Une attestation d'immatriculation délivrée par la Direction Générale des Impôts /DGI) ;
- j) Une expédition certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier signée par le Greffier en Chef du Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du Soumissionnaire.

NB : L'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif non régularisée dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la notification de ladite absence ou de ladite non-conformité au soumissionnaire concerné entraîne le rejet de sa candidature.

Volume 2 : Dossier Technique

Le dossier technique devra comprendre tous les documents relatifs à la compétence et aux références du soumissionnaire constitués dans l'ordre suivant :

N°	Critères	Points
I.	Références et expériences du Cabinet	40 Points
II.	Qualifications et compétences du Personnel du Cabinet	45 Points
III.	Méthodologie	12 Points
IV.	Présentation du Dossier	03 Points
	TOTAL	100

V. CRITERES DE SELECTION

Les dossiers de candidature seront examinés au regard des critères suivants :

1. Critères éliminatoires

- Dossiers administratif ou technique non conforme aux prescriptions de l'AMI ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Note technique inférieure à 70 sur 100.

2. Critères essentiels

Les candidats intéressés devront fournir toutes les indications qu'ils sont qualifiés pour réaliser les prestations objet de l'appel à Manifestation d'intérêt (brochures. Références, disponibilité et compétences avérées).

Les soumissions seront examinées sur la base des critères ci-après :

ITEM	CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION	NOTE MAX PREVUE	NOTE OBTENUE PAR LE SOUMISSIONNAIRE	JUSTIFICATIFS
I	REFERENCES DE L'ENTREPRISE 1. Le soumissionnaire doit être un Cabinet international 2. Le soumissionnaire doit apporter la preuve qu'il exerce la profession d'expertise comptable et audit dans l'espace OHADA depuis au moins 15 années. 3. Le soumissionnaire doit produire tous les documents attestant qu'il a au moins cinq (05) références comme commissaire aux comptes des Sociétés avec un Capital supérieur ou égal à un (01) milliard au cours des cinq dernières années. 01 point par référence. Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères. NB : Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références les copies des lettres de mission (1^{ère} et dernière page). 4. Le soumissionnaire doit produire tous les documents attestant qu'il a au moins cinq (05) références de missions d'audit ou de commissariat aux comptes dans des entités du secteur de l'Electricité. 02 points par référence.	40 Points 10 Points 10 Points 05 Points 10 points		

	Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères. NB : Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références les copies des lettres de mission (1^{ère} et dernière page). 5. Le soumissionnaire doit produire tous les documents attestant qu'il a au moins cinq (05) références de mission de rédaction des manuels de procédures comptables. 01 point par référence. Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères. NB : Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références les copies des lettres de mission (1^{ère} et dernière page) et des procès-verbaux de réception.	05 points		
II	QUALIFICATIONS ET COMPETENCES I. Un (01) Associé Expert – Comptable - Avoir un diplôme d'expertise comptable - Avoir au moins dix (10) ans d'expérience générale en comptabilité ou en audit ; - Avoir au moins cinq (05) références en audit de projets similaires ; - Justifier d'une inscription à l'Ordre National des Experts-comptables et d'un agrément CEMAC <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	45 points		
	2. Un (01) Directeur de mission - BAC + 5 en Comptabilité ou Audit			

	- Avoir au moins huit (08) ans d'expérience en cabinet audit ; - Avoir au moins cinq (05) références en tant que Directeur de mission dans la conduite d'un audit ; <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	9/45		
	3. Un (01) Expert en fiscalité - Avoir au moins un Bac+5 en fiscalité ; - Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans les questions fiscales ; - Avoir au moins trois (03) références dans la conduite de projets similaires ; - Avoir une attestation d'inscription à l'Ordre National des Conseils Fiscaux. <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	5/45		
	4. Un (01) Expert en Système Information - Avoir au moins un Bac+5 en informatique ; - Avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans les travaux informatiques ; - Justifier d'une certification CISA (Certified Information System Auditor) ; - Avoir au moins trois (03) références dans la conduite de projets similaires. <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	5/45		
	5. Quatre (04) auditeurs - Avoir au moins un Bac+5 en science et techniques de gestion ;			

	- Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience en Cabinet ; - Avoir au moins trois (03) références dans une mission d'audit. <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	16/45		
	N.B : Pour être évalué, chaque dossier du personnel minimal exigé ci-dessus devra comporter les pièces suivantes : Un CV daté de moins de 3 mois et dûment signé ; Une attestation de disponibilité ; Une copie légalisée de la CNI ; Une copie légalisée du diplôme requis Une copie légalisée de chaque attestation, certification ou homologation requise.			
IV	Valeur technique de l'offre	12 points		
	1. Le soumissionnaire doit fournir un plan d'action et un planning détaillé des prestations, précisant les méthodes d'exécutions par corps d'état y compris ressources humaines et matériels y relatives 2. Le soumissionnaire devra avoir pris connaissance des conditions et du lieu d'exécution des prestations 3. Le soumissionnaire indiquera un délai d'exécution des prestations qui devra être pour trois (03) exercices <i>Pour valider ce critère, le soumissionnaire devra valider tous les sous-critères.</i>	07/12 2.5/12 2.5/12		
TOTAL		100 points		

A l'issue de l'évaluation, seuls les candidats ayant totalisé une note technique au moins égale de 70 sur 100 seront retenus.

VI. OBJET DE LA MISSION ET RESULTATS ATTENDUS

L'objet de consultation est l'exécution d'une mission de commissariat aux comptes des exercices 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030 par un professionnel indépendant.

La mission du cabinet portera sur l'audit des états financiers annuels et les autres vérifications spécifiques prévues par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques et les normes de la profession.

Le consultant retenu au terme de la consultation sera tenu de fournir régulièrement les livrables suivants :

- L'ensemble des rapports légaux prescrits par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Cameroun ;
- Un rapport sur les observations significatives et les recommandations nécessaires pour améliorer le système de contrôle interne de la société ;
- Un rapport sur les observations significatives et les recommandations nécessaires pour améliorer la gestion fiscale interne de la société.

VII. LIEU ET DUREE DE LA PRESTATION

La mission se déroule à la Direction Générale, 3ème étage de l'immeuble CAA, pour un délai de six (06) exercices.

VIII. DATE ET LIEU DE DEPOT DES CANDIDATURES

Chaque dossier de candidature comprenant un Dossier Administratif et Dossier Technique rédigés en français ou en anglais, en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies, devra parvenir à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés, 3^{ème} étage, porte 15 de l'Immeuble CAA, siège de la Société Nationale de Transport de l'Electricité à Yaoundé, Tél. : (237) 222 22 53 55, BP : 16102 Yaoundé, au plus tard le 22 AOUT 2025 à 13 heures et revêtue de la mention :

**AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTERET N° DA /
ASMI/SONATREL/DG/DAFRH/SDAG/CDSIGAM/2025 DU 08 AOUT 2025 POUR
LE RECRUTEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET D'UN
COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : tout dossier incomplet ou comportant de fausses déclarations, sera purement et simplement rejeté.

IX. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

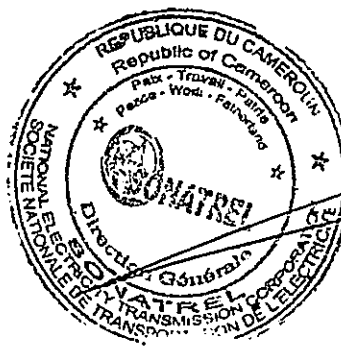
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés, 3^{ème} étage, porte 15 de l'Immeuble CAA, siège de la Société Nationale de Transport de l'Electricité à Yaoundé, Tél. : (237) 222 22 53 55, BP : 16102 Yaoundé.

Fait à Yaoundé, le 08 AOUT 2025

Ampliations

- ARMP (pour publication et archivage)
- PCA/SONATREL
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL



[Signature]
BIBEN
Administrateur Civil Principal
Hors Echelle

**NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST NO. DA/
ASMI/SONATREL/DG/DAFRH/SDAG/CDSIGAM/2025 OF 18 AOUT 2025 FOR
THE RECRUITMENT OF A STATUTORY AUDITOR AND A DEPUTY STATUTORY
AUDITOR.**

I. CONTEXT

In accordance with the provisions of the OHADA Uniform Act applicable to companies subject to private accounting, the Director General of the National Electricity Transmission Company (SONATREL), is launching a notice of solicitation for Expressions of Interest for the recruitment of a Statutory Auditor and a Deputy Statutory Auditor.

II. PARTICIPATION AND ORIGIN

This Call for Expressions of Interest is open to all national accounting firms and companies meeting the following criteria:

- Be a renowned accounting firm or company, with technical, financial and operational skills in the field of auditing and tax advice;
- Provide proof of references as a Statutory Auditor in companies in the energy sector in general and electricity in particular;
- Have qualified staff with references in the fields of accounting, auditing and Cameroonian taxation.

III. SCOPE OF THE MISSION AND CONSULTANT'S REPORT

The consultant is responsible for exercising the function of Statutory Auditor at SONATREL for the financial years 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 and 2030.

3. Scope of the Auditor's mission

The duties of the Statutory Auditor shall be carried out in compliance with International Auditing Standards. To this end, the Statutory Auditor shall rule on:

- The sincerity and regularity of financial statements, as well as the fidelity and sincerity of the image they portray of the assets, financial situation and results of the National Electricity Transmission Company, in agreement with the applicable accounting framework;
- The effectiveness of the structure of the internal control system, that is the ability of the National Electricity Transmission Company to prepare reliable financial reports, maintain a comprehensive accounting (in real time) of all transactions and safeguard its assets;
- The Audit will therefore give rise to all the verifications and controls that the Statutory Auditor may consider necessary under the circumstances. The examination will include all tests, confirmations, observations and verifications deemed necessary

by the Statutory Auditor. The Statutory Auditor must therefore express a professional opinion in compliance with international standards. The firm must also give an opinion on:

- The quality of the accounting organization in place within the company;
- The quality of the financial information processing system (software) used by the company;
- The company's exposure to tax risk.

4. Reports to be provided by the Statutory Auditor

Upon completion of the work, the Statutory Auditor will present a summary note, specific to each stage, on the deficiencies identified during the internal control assessment as well as the audit points noted. Each note will be discussed between the parties concerned during the work restitution session. In this regard, the Statutory Auditor will produce the following reports:

- A report relating to Article 715 of the OHADA Uniform Act addressed to the Chairman of the Board of Directors, including the controls/due diligences implemented, the deficiencies noted and the recommendations. This report will highlight the weak points; the risks, the threats, the underlying causes of the risks or inadequacies noted, and the recommendations of the Statutory Auditor to remedy these dysfunctions;
- The general and special reports intended for the General Assembly on the certification of the financial statements of the National Electricity Transmission Company in accordance with the applicable legal provisions.

Reports will be drafted in French or English.

An opinion on an interim or provisional statement of the company's accounts may be requested. The National Electricity Transmission Company will offer feedback on the draft reports, and following this, the Statutory Auditor will present his/her final signed reports. These reports will be sent to the Chairman of the Board of Directors in four (4) copies each, fifteen (15) days after the company's observations.

IV. APPLICATION FILE

SONATREL invites interested candidates to provide administrative documents and a technical file, presented in two (02) volumes:

Volume 1: Administrative Documents

The file will include the following documents in originals or certified copies as appropriate:

- k) The candidate's declaration of expression of interest dated, stamped and signed highlighting the company name, address and, where applicable, the powers delegated to the signatories;
- l) Certificate of registration with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon as a Chartered Accountant;
- m) CEMAC accreditation as a Chartered Accountant and accounting firm;
- n) A certificate of non-bankruptcy signed by the Chief Clerk of the Court of First Instance of the place of residence of the candidate;
- o) A certificate of bank domiciliation of the candidate, issued by a first-rate bank approved by the Minister of Finance;
- p) A duly stamped certificate of non-exclusion from public procurement, issued by the Director General of ARMP or his representative;
- q) A certificate for submission signed by the Director General of the National Social Insurance Fund (NSIF/CNPS) or his representative (Head of Center or Account Manager) certifying that the candidate has fulfilled its social obligations towards the said Fund;
- r) A valid tax compliance certificate, issued by the General Directorate of Taxes (DGI);
- s) A registration certificate issued by the General Directorate of Taxes / (DGI);
- t) A certified copy of the trade and personal property register signed by the Chief Clerk of the Court of First Instance of the place of residence of the candidate.

NB: Failure to correct any missing or non-compliant document within 48 hours of notification will result in the rejection of the candidate's application.

Volume 2: Technical File

The technical file must include all documents relating to the competence and references of the candidate, compiled in the following order:

No.	Criteria	Points
I.	Firm References and Experience	40
II.	Qualifications and skills of the Firm Staff	45
III.	Methodology	12
IV.	Presentation of the File	03
	TOTAL	100

V. SELECTION CRITERIA

Applications will be reviewed against the following criteria:

3. Elimination criteria

- Administrative or technical files not in compliance with the EOI ("AMI") requirements;
- False declaration or falsified document;
- Technical score below 70 out of 100.

4. Essential criteria

Interested candidates must provide all the information that confirms that they are qualified to carry out the services covered by the call for expressions of interest (brochures, references, availability and proven skills).

Submissions will be reviewed based on the following criteria:

ITEM	EVALUATION AND QUALIFICATION CRITERIA	MAXIMUM EXPECTED GRADE	RATING OBTAINED BY THE CANDIDATE	SUPPORTING DOCUMENTS
I	FIRM REFERENCES 6. The candidate must be a national firm 7. The candidate must provide proof that he/she has been practicing the profession of accounting and auditing in the OHADA area for at least 15 years. 8. The candidate must produce all documents certifying that he/she has at least five (05) references as Statutory Auditor of Companies with a capital greater than or equal to one (01) billion over the last five years. 01 point per reference. To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria. NB: The candidate will attach copies of the mission letters (first and last page) to support these references. 9. The candidate must produce all documents certifying that he/she has at least five (05) references for audit or statutory audit missions in entities in the electricity sector. 02 points per reference.	40 Points 10 Points 10 Points 05 Points 10 points		

	To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria. NB: The candidate will attach copies of the mission letters (first and last page) to support these references. 10. The candidate must produce all documents certifying that he/she has at least five (05) references for the drafting of accounting procedures manuals. 01 point per reference. To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria. NB: The candidate will attach copies of the mission letters (first and last page) and the acceptance reports in support of these references.	05 points		
II	QUALIFICATIONS AND SKILLS	45 points		
	I. One (01) Associate Expert – Accountant - Have a certified public accountant diploma - Have at least ten (10) years of general experience in accounting or auditing; - Have at least five (05) references in auditing similar projects; - Provide proof of registration with the National Order of Chartered Accountants and CEMAC accreditation. <i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>	10/45		
	2. One (01) Mission Director			

	- Master's degree or equivalent in Accounting or Auditing - Have at least eight (08) years of experience in an audit firm; - Have at least five (05) references as Mission Director in conducting an audit; <i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>	9/45		
	3. One (01) Tax Expert - Have at least a master's degree or equivalent in taxation; - Have at least five (5) years of experience in tax matters; - Have at least three (03) references in the management of similar projects; - Have a certificate of registration with the National Order of Tax Advisors. <i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>	5/45		
	4. One (01) Information Systems (IT) Expert - Have at least a master's degree or equivalent in IT; - Have at least ten (10) years of experience in IT work; - Have CISA (Certified Information System Auditor) certification; - Have at least three (03) references in the management of similar projects. <i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>	5/45		
	5. Four (04) auditors			

	- Have at least a master's degree or equivalent in science and management techniques; - Have at least five (05) years of experience in a firm; - Have at least three (03) references in an audit mission. <i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>	16/45		
	NB: To be considered for evaluation, each personnel file meeting the minimum requirements listed above must include the following documents: A CV dated less than 3 months ago and duly signed; A certificate of availability; A certified copy of the national identity card; A certified copy of the required diploma; A certified copy of each required certificate, certification or approval.			
IV	Technical value of the offer	12 points		
	1. The candidate must provide an action plan and a detailed schedule of the services, specifying the execution methods by trade, including the related human and material resources.	07/12		
	2. The candidate must have taken note of the conditions and place of execution of the services	2.5/12		
	3. The candidate will indicate a deadline for the execution of the services, which must be for three (03) financial years	2.5/12		
	<i>To validate this criterion, the candidate must validate all sub-criteria.</i>			
TOTAL		100 points		

At the end of the assessment, only candidates who have achieved a technical score of at least 70 out of 100 will be selected.

VI. PURPOSE OF THE MISSION AND EXPECTED RESULTS

The subject of the consultation is the execution of a statutory audit mission for the financial years 2025, 2026, 2027, 2028, 2029 and 2030 by an independent professional.

The firm's mission will focus on the audit of the annual financial statements and other specific verifications provided for by the OHADA Uniform Act relating to the law of commercial companies and economic interest groups, Law No. 2017/011 of July 12, 2017 on the general status of public companies and professional standards. The consultant selected at the end of the consultation will be required to regularly provide the following deliverables:

- All legal reports prescribed by the legal and regulatory provisions in force in Cameroon;
- A report on significant observations and recommendations necessary to improve the company's internal control system;
- A report on significant observations and recommendations necessary to improve the company's internal tax management.

VII. PLACE AND DURATION OF THE SERVICE

The mission takes place at the General Directorate of SONATREL, located on the 3rd floor of the CAA building, for a period of six (06) exercises.

VIII. DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATIONS

Each application file including an Administrative File and Technical File drafted in French or English, in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies, must reach the Internal Structure of the Administrative Procurement Management Office (Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés”), 3rd floor, door 15 of the CAA Building, headquarters of the National Electricity Transmission Company in Yaoundé, Tel.: (237) 222 22 53 55, BP: 16102 Yaoundé, no later than 22 AOUT 2025 at 1 p.m. and bearing the mention:

NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST NO. 04 / ASMI/SONATREL/DG/DAFRH/SDAG/CDSIGAM/2025 OF 08 AOUT 2025 FOR THE RECRUITMENT OF A STATUTORY AUDITOR AND A DEPUTY STATUTORY AUDITOR.

“To be opened only during the counting session”

NB: Any incomplete file or one containing false declarations will be rejected outright.

IX. ADDITIONAL INFORMATION

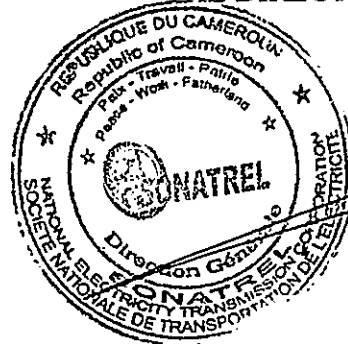
Further information may be obtained during office hours at the Internal Structure of the Administrative Procurement Management Office (Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés”), 3rd floor, door 15 of the CAA Building, headquarters of the National Electricity Transmission Company in Yaoundé, Tel.: (237) 222 22 53 55, PO Box: 16102 Yaoundé.

Done in Yaoundé, on 08 AOÛT 2025

THE DIRECTOR GENERAL

Copies for Information

- ARMP (for publication and archiving)
- PCA/SONATREL
- CHRONO
- ARCHIVES
- DISPLAY



M. Bemi Nyaknga
MBEMI NYAKNGA
Administrateur Civil Principal
Hors Echelle